

Stalinisme et gauchisme

La Vérité n° 543, avril 1969.

Partis ouvriers

Aucune autre classe n'a jamais eu, et de loin, à accomplir des tâches historiques comparables à celles que doit mener à bien le prolétariat pour son émancipation : la construction du socialisme dans le monde entier, l'émancipation de l'humanité de « *tout le vieux fatras* », ainsi que Marx appelait la division en classes de la société. Ne possédant en propre que sa force de travail, assujettie aux idéologies bourgeoises, broyée par le processus de production, la classe ouvrière, d'une classe en soi, d'une masse d'individus exploités, isolés, atomisés par la société bourgeoise, doit devenir une classe pour soi, consciente de sa mission historique. Elle le devient au cours d'un processus forcément complexe et contradictoire. Elle n'y parvient à la vérité entièrement que lorsqu'elle commence à dépérir comme classe au cours de la période de transition du socialisme au communisme. Lénine, écrivant sur l'État ouvrier, le définissait par cette formule contradictoire : « *L'État ouvrier est en même temps un État bourgeois sans bourgeoisie* ». La classe ouvrière au pouvoir, l'héritage du passé bourgeois subsiste, les forces productives sont encore insuffisantes pour que disparaissent, du jour au lendemain, toutes différenciations sociales et toutes différenciations à l'intérieur de la classe ouvrière elle-même : cela ne sera réalisé qu'au terme d'une période historique couvrant vraisemblablement plusieurs générations. En particulier, la forme bourgeoise de la division du travail se maintiendra au cours d'une longue période, la division entre travail manuel et intellectuel principalement, tout en s'atténuant progressivement. Même lorsque la dictature du prolétariat est assumée par le système souple et démocratique des soviets, le maintien d'un État ouvrier est un héritage de la société bourgeoise ; il repose sur la persistance de la division du travail. Les soviets sont le cadre où s'affrontent les oppositions, les intérêts particuliers, qui subsistent. Le socialisme ne se réalisera pas sans luttes politiques à l'intérieur du nouveau système social et politique, les partis, les organisations s'affronteront et s'allieront pour gérer l'État ouvrier, jusqu'à l'achèvement de son dépérissement, tant qu'il sera nécessaire, non seulement d'administrer les choses, mais encore de gouverner les hommes.

Se constituant comme classe - comme classe non seulement nationale, mais internationale - en combattant contre la société bourgeoise, le prolétariat n'y parvient qu'en construisant ses organisations, syndicats et partis. Ce n'est encore là qu'une vue trop générale et insuffisante de la réalité. Ce n'est jamais le prolétariat tout entier qui s'organise mais seulement une fraction de celui-ci, et cette fraction s'organise sur différents plans (syndicats, partis, etc.). Les partis qu'elle construit sont différenciés en raison de multiples facteurs : expression des intérêts généraux et particuliers de la classe, situation historique concrète, relation avec les autres classes sociales, etc. Ils ne sont pas seulement des partis « ouvriers », mais des partis qui intègrent des éléments d'autres classes sociales, et ces éléments y jouent un rôle considérable, souvent décisif. Sans les intellectuels venus de la bourgeoisie et rompant avec elle pour se situer sur le plan historique des luttes du prolétariat, il n'y aurait jamais eu de partis ouvriers, il n'y aurait jamais eu ni Première, ni Seconde, ni de Troisième, ni Quatrième Internationale. En règle générale, ce ne sont, à l'origine, que de faibles minorités qui constituent ces partis. Mais ils ne sont jamais donnés une fois pour toutes ; il ne faut pas les concevoir comme n'ayant plus, une fois nés, qu'à croître et à se renforcer. Ils ont, en relation avec le développement de la lutte des classes nationale et internationale, leur propre histoire ; ils secrètent leurs propres contradictions. Ils expriment leurs propres intérêts spécifiques, ont leurs différenciations internes, tissent leurs propres liens avec l'ensemble de la société, non seulement avec la classe ouvrière, mais avec les autres classes sociales. Ils sont à la fois des instruments de la lutte des classes et des lieux où elle se manifeste. Construits pour lutter contre la société bourgeoise et l'abattre, ils sont des produits de la société bourgeoise. Ils expriment, à leur manière, la division du travail telle qu'elle existe au sein de la société bourgeoise et elle tend à s'exprimer en leur sein. Le meilleur, le plus pur des partis ouvriers a toujours quelque chose à voir avec l'audacieuse formule de Lénine à propos de l'État : « *L'État ouvrier est un État bourgeois sans bourgeoisie* ».

Sociaux-démocrates, révisionnistes, staliniens et « gauchistes » ont au moins en commun le point suivant : ils ignorent, ou ils veulent ignorer, la continuité contradictoire du développement du mouvement ouvrier, son développement organique, dialectique. Les uns se réfèrent à l'origine des partis sociaux-démocrates ou staliniens, et ils ne veulent voir que cette origine historique, ou encore le fait que ces partis organisent la majeure partie des forces militantes de la classe ouvrière. Les autres constatent la trahison des partis social-démocrates et staliniens, ainsi que des appareils bureaucratiques des organisations syndicales, mais ils jettent « *l'enfant, l'eau sale et la baignoire* », en d'autres termes ils rejettent l'histoire et les acquis théoriques et pratiques du mouvement ouvrier, ses conquêtes, la nécessité du parti révolutionnaire, lorsqu'ils ne nient pas tout simplement le rôle révolutionnaire du prolétariat.

"Provocations" et lutte des classes

Depuis la grève générale de mai-juin, une abondante littérature témoigne de la méthode des uns et des autres. La presse stalinienne, non seulement en France, mais dans tous les pays, publie un flot d'articles, de brochures, de livres, de textes de toutes sortes contre le « gauchisme », contre les « maoïstes », les anarchistes, les trotskystes, mélangeant sans vergogne, selon le procédé bien connu de l'amalgame, les positions des uns et des autres, à l'occasion inventant et falsifiant, le tout sous la dénomination générale de « lutte contre le gauchisme ».

Il ne fait pas de doute que le « *gauchisme* » s'est manifesté avec force au cours des mois de mai-juin et par la suite. Le livre de Bensaïd et Weber en fournit de remarquables exemples, d'autant plus remarquables qu'à la différence de Cohn-Bendit, ceux-là se prétendent marxistes. Ainsi écrivent-ils :

« *Comme Rudi Duschke, Dany [Cohn-Bendit] fait de la provocation, non un exutoire de ses dévouement personnels, mais un pur et redoutable instrument politique. La provocation doit désacraliser les statuts et les fonctions. Elle est un piège tendu à l'autorité et à la hiérarchie, qui, par leurs réactions dévoilent leur nature offensive, oppressive, tout en se couvrant de ridicule. Elle est une arme magnifique de critique sociale et d'éducation des masses.* »

« Tactique » justifiée en son application concrète de la façon suivante :

« Si à ce moment, [le mercredi 8 mai] en regard à la modération étudiante, le pouvoir avait cédé, il est probable que les événements auraient suivi un tout autre cours.

Par bonheur il ne céda pas. »

Somme toute, le pouvoir est composé d'imbéciles, ce qui amènera la nuit du 10 au 11 mai, où :

« Le pouvoir est dans une mauvaise passe, ce soir nous pouvons emporter la décision [les étudiants seuls face au pouvoir d'État !]. Mais notre tactique n'implique nullement l'affrontement coûte que coûte... [elle] suppose qu'on soit résolu à tenir, donc prêts à la riposte, le dépavage des rues n'a pas d'autre signification » [les barricades pacifiques]. Pourtant « en cette nuit du 10 au 11 mai, c'est le sort du régime qui se joue ».

Que l'anarchiste Cohn-Bendit, qui considère « l'U.N.E.F. comme une putain et les syndicats comme des bordels » (slogan du Mouvement du 22 mars inscrit sur les murs de la faculté de Nanterre), politiquement affolé, « à 6 heures du matin lance l'ordre de dispersion [que], stigmatisant les violences policières, il appelle les centrales syndicales et les partis démocratiques à organiser une grande manifestation à Paris, lundi 13 mai », tout cela est considéré par nos auteurs comme le signe que « le mouvement étudiant vient de remporter une éclatante victoire ».

Cette fameuse « tactique » de la « provocation » est « légitimée » par une simple note en bas de page, aussi calomniatrice vis-à-vis des étudiants que l'ensemble des calomnies staliniennes réunies, et d'une irresponsabilité sans mesure :

« Le thème des étudiants menés aux massacres par des dirigeants irresponsables sera abondamment employé par la F.E.R. et l'U.J.C. m.-l. (sans parler de l'U.E.C.) durant toute cette semaine d'épreuve de force. En fait, ces organisations n'ont pas su évaluer sérieusement les risques qu'ils ont constamment exagérés. La répression fut brutale certes. Mais le pouvoir n'était nullement décidé à massacrer les étudiants. » [Et pourquoi ?] « Enfants de bonnes familles, futurs cadres de la nation, les étudiants ont droit aux ménagements que la bourgeoisie réserve aux siens. A aucun moment les forces de l'ordre n'ont tiré sur la foule. Toutes proportions gardées, la répression des manifestations fut moins acharnée que la répression des émeutes ouvrières de Caen ou d'ailleurs. Les propos paniquards sur la boucherie et le massacre relèvent d'une complète myopie politique sur les possibilités réelles du pouvoir. »

Le Mans, Caen, prémisses de la grève générale

Ces quelques échantillons de la prose de Weber et Bensaïd se suffisent à eux-mêmes. Weber et Bensaïd, pas plus que les dirigeants du 22 Mars et bien d'autres, ne comprennent que la lutte des étudiants n'a pu se développer que comme expression particulière d'un mouvement qui s'amorçait parmi la classe ouvrière, et dont les luttes et affrontements du Mans en octobre 67, de Caen en janvier 68 etc., furent les prémisses. Bien plus, ils considèrent que « En dépit de leur violence, de leur ampleur ou de leurs mots d'ordre, ces débordements n'ont pu faire tache d'huile et actualiser les possibilités qu'ils révélaient ». Ils concluent : « Ils apparaissent comme des excroissances du mouvement ouvrier, comme des saillies, non comme exemples à suivre. Pour que l'énergie latente se libère, il a fallu que la classe ouvrière se penche sur un miroir pour y entrevoir ses propres capacités ». En clair, les explosions de Caen et du Mans, loin d'ouvrir la voie au mouvement et à la grève générale de mai-juin (étudiants compris) manifestaient l'incapacité de la classe ouvrière à s'engager, par ses propres moyens dans le combat. Il a fallu, pour qu'elle le fasse, que la « provocation » étudiante la libère des « structures oppressives que sont les syndicats », pour utiliser le langage des « penseurs » du 22 Mars, que n'osent cependant pas employer les « marxistes » Weber et Bensaïd.

Dans leur délire, tous ces petits-bourgeois ne se rendent pas compte que, tout au long de la semaine du 3 au 10 mai, l'immense puissance de la classe ouvrière - et les explosions de Caen et du Mans avaient montré qu'elle était prête à la déployer - a protégé les manifestations étudiantes. S'il n'en avait pas été ainsi, jamais ces manifestations n'auraient eu cette ampleur et cette répercussion. La plus grande hardiesse dans l'action était possible et nécessaire, parce qu'il y avait eu le Mans et Caen. Mais hardiesse ne veut pas dire agir n'importe comment et faire n'importe quoi, et surtout pas qu'au soir du 10 mai il fallait, au fil de l'inspiration, charger les étudiants « d'emporter la décision » alors que c'est « le sort du régime (pas plus !) qui se joue ». S'il n'y a pas eu de Mexico au cours de la semaine du 3 au 10 mai, ce n'est pas que « enfants de bonne famille, futurs cadres de la nation, les étudiants ont droit aux ménagements que la bourgeoisie réserve aux siens », mais en raison de la puissance de la classe ouvrière, forte de ses acquis historiques, disposant d'organisations syndicales et utilisant leurs canaux pour engager le combat. Le cri de détresse de Cohn Bendit appelant, au matin du 11 mai, « les organisations syndicales et les partis démocratiques à organiser une grande manifestation à Paris le 13 mai » signe la faillite de la politique préconisée par Bensaïd, Weber et bien d'autres.

Construction du parti révolutionnaire et lois de la lutte de classes

Avoir une stratégie à la fois hardie et mesurée exigeait admettre l'hégémonie du prolétariat dans la lutte, comprendre que la tactique des étudiants devait être élaborée en fonction d'une perspective d'ensemble visant à opposer le prolétariat comme classe organisée et centralisée à la bourgeoisie, à son État, à son gouvernement ; avoir, selon les conditions concrètes du moment, une politique qui tende à la réalisation du front unique de classe. A ce point, les relations du prolétariat avec les organisations qui, quels que soient les liens traîtres qui les unissent à la bourgeoisie, le constituent comme classe, doivent être clairement comprises ; sinon, il est impossible d'avoir une politique révolutionnaire correcte. Le prolétariat ne peut secouer la tutelle des partis ouvriers liés à la bourgeoisie et les briser qu'au travers du combat pour son unification comme classe. Il s'efforce d'utiliser leurs canaux pour exprimer les exigences de sa lutte. Il combine le débordement et l'utilisation de ces partis. Tant que le parti révolutionnaire n'a pas la direction de la classe, la grande masse du prolétariat se tourne vers les partis ouvriers traditionnels, espérant qu'ils centraliseront ses luttes contre la bourgeoisie, l'État, le gouvernement.

Le prolétariat est composé de diverses couches. L'entrée en lutte de ses couches les plus profondes est une des caractéristiques d'une situation révolutionnaire. L'expérience politique des diverses couches et secteurs de la classe ouvrière est très variée, ce qui explique que certaines couches se tournent vers les partis traditionnels pour que ceux-ci dirigent leur combat, tandis que d'autres, comprenant le lien traître qui unit ces partis à la bourgeoisie, s'en détachent. Les partis ouvriers traditionnels, sans rompre leur lien traître avec la bourgeoisie peuvent être contraints, pour garder leur contrôle sur les masses, d'aller plus loin qu'ils ne le désiraient dans la lutte contre la bourgeoisie, son État, son gouvernement : il en fut ainsi du 13 mai, il en fut ainsi, une fois l'élan donné vers la grève générale par le débrayage de Sud-Aviation à Nantes et de quelques autres usines de la métallurgie, de la prise en charge, pour la contrôler, de la grève générale par l'appareil de la C.G.T. dépendant du P.C.F. La classe ouvrière, en tant que classe, ne rompt jamais avec ses partis traditionnels, sinon à l'issue d'une période prolongée ou tout au moins intense d'expérience politique, et à la condition que cette expérience politique ait été amenée à maturité par une organisation révolutionnaire qui lui apparaisse capable de dépasser les acquis des vieux partis traditionnels et, partant, de la mener au combat et à la victoire. La construction de ce parti est un processus aussi peu spontané que possible, et rien n'est plus difficile. Il ne saurait se construire par des actions dites « *exemplaires* » et l'appel à suivre le panache rouge de quelque groupe se baptisant « *avant-garde* ». Il ne peut se construire que par une politique qui exprime les besoins de toute la classe, qui généralise son expérience politique.

L'action du parti révolutionnaire en construction permet à des secteurs de la classe d'engager des luttes qui ouvrent le chemin du combat à toute la classe. Il lui faut rassembler, unifier les couches les plus avancées du prolétariat, non pour les détourner de l'ensemble de la classe, mais au contraire en leur faisant comprendre que l'avant-garde doit gagner les masses en formulant une politique pour la classe tout entière, et cela en tenant le plus grand compte de sa maturation politique et des processus par lesquels, les lois de la lutte des classes le démontrent, cette maturation passe. Il lui faut organiser l'avant-garde en parti politiquement aussi homogène que possible et la lier avec l'ensemble de la classe, donc formuler les mots d'ordre qui, parce qu'ils expriment les besoins objectifs de la classe en lutte contre la bourgeoisie, mettent à l'épreuve les partis traditionnels, permettent aux masses de les pousser aussi loin qu'ils peuvent aller, pour finalement les submerger, en se mettant sous la direction politique du parti révolutionnaire, si toutefois l'avant-garde qui construit ce parti sait exprimer consciemment les processus inconscients de la lutte des classes. Bref, l'avant-garde doit être organisée sur la base d'un programme qui ordonne son combat pour la construction du parti révolutionnaire : le programme de transition, sur la base duquel Trotsky fonda la IV^e Internationale. Trotsky écrit dans ce programme : « *Les lois de la lutte des classes sont plus fortes que les appareils bureaucratiques* ». Mais ce sont ces lois qu'il s'agit d'observer qu'il s'agit de mettre en œuvre de façon consciente pour construire le parti révolutionnaire. Nous sommes loin de la « *méthode de la provocation* » chère à Rudi Duschke, Cohn-Bendit, Weber, Bensaïd et autres.

Au moment où la classe ouvrière s'ébranlait, puis déferlait dans la grève générale, les tragiques conséquences de cette folie petite bourgeoise n'apparaissaient pas ouvertement. Quelques mois après la grève générale, il devient évident que l'offensive de la bourgeoisie et du stalinisme contre les étudiants en particulier et la jeunesse en général utilisent au maximum les incohérences de ces révolutionnaires petits-bourgeois. Déjà, au cours de la lutte des étudiants et de la grève générale, leur orientation désastreuse fut d'une utilité inappréciable pour la bourgeoisie et pour les appareils bureaucratiques, au premier chef l'appareil stalinien. Elle contribua à affaiblir l'autorité de l'U.N.E.F. parmi la classe ouvrière au lieu de la renforcer. Elle détourna l'U.N.E.F. de la politique de Front unique ouvrier. Elle opposa « *l'action à la base* », les comités d'action, les « *actions exemplaires* » à la lutte pour imposer le comité central de la grève générale, pour la fédération à tous les niveaux des comités de grève ; les revendications « *qualitatives* » aux revendications « *quantitatives* » ; la lutte pour les « *pouvoirs* » à la lutte contre l'État bourgeois, pour LE pouvoir. Même si Bensaïd et Weber estiment que ce fut une « *erreur* », c'est toute cette politique qui se concrétisa par le refus de la direction de l'U.N.E.F. de participer à la manifestation dont la C.G.T. prenait l'initiative le mercredi 29 mai, ce qui permit à F.O. et à la C.F.D.T. de se défilier et au P.C.F. de réaffirmer son contrôle sur la classe ouvrière : on lui laissait les mains libres. D'ailleurs, quelle importance y avait-il que l'U.N.E.F. appelle à cette manifestation ? Puisqu'elle n'est pas un syndicat, puisque les « *syndicats sont des bordels, et l'U.N.E.F. une putain* » ?

Les raisons politiques de la renaissance du gauchisme

Les Léo Figuières, Salini, Andrieu, W. Rochet, etc., n'ont que le choix des citations et des exemples illustrant le « gauchisme » des anarchistes, des maoïstes, des pablistes. Ils ne s'en privent pas. Ils omettent cependant d'analyser les raisons de la renaissance du « gauchisme ». L'analyse sociologique ne suffit pas. Il est vrai, comme l'écrit Figuières dans sa brochure *Le gauchisme hier et aujourd'hui*, que « *l'impatience érigée au niveau d'une théorie caractérise le gauchisme... Les principales données objectives [du gauchisme sont] les couches petites-bourgeoises [qui] subsistent et subissent de plus en plus les conséquences de la politique d'élimination du grand capital* ». Mais cela ne résout en aucune manière le problème posé. Il s'agit de déterminer quelles sont les raisons politiques qui font que ces couches « *oscillantes par nature, mais [qui] deviennent violentes par nécessité, [ces] jeunes qui sont issus de ces catégories sociales, au contact des réalités, [qui] cherchent à changer leur condition d'insertion dans la société, [qui] mettent en cause l'organisation même de cette société, et ceci est très positif* », ne trouvent pas leur voie, la lutte révolutionnaire du prolétariat, alors qu'il existe un puissant parti communiste en France. Lénine a combattu à boulets rouges le « gauchisme » ; mais, précisément, pour le combattre, il a mis à jour non seulement les racines sociales mais encore les explications politiques du « gauchisme ». « *L'anarchisme (et le gauchisme) a souvent été une espèce d'expiation du mouvement ouvrier pour ses péchés opportunistes* », écrit-il dans *La maladie infantile du communisme*. Il met au compte de la trahison de la révolution et du socialisme par la II^e Internationale la renaissance du « gauchisme » au sein du mouvement ouvrier après la première guerre impérialiste et la révolution russe. Rechercher les raisons politiques de la renaissance du « gauchisme » exige de situer les responsabilités là où elles se situent : l'adaptation du P.C.F. à la société bourgeoise, sa politique qui s'efforce de boucher les voies de la révolution à la classe ouvrière.

Naturellement, ni Figuières, ni Salini, ni Andrieu, ni Waldeck Rochet ne le font. Ils posent un postulat : le P.C.F. est le parti de la classe ouvrière, conséquemment, attaquer le P.C.F., c'est attaquer la classe ouvrière, c'est être « gauchiste ». Le P.C.F. n'est pas plus identique à la classe ouvrière que la social-démocratie ne l'était, ni avant ni après la première guerre impérialiste. Il est un parti ouvrier qui, ayant à peine rompu avec la social-démocratie, a été modelé par la dégénérescence de la III^e Internationale, soumise à l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin. De même que la social-démocratie, malgré toutes ses trahisons, reste, par son origine historique et par ses liens avec la classe ouvrière, un parti ouvrier, le P.C.F. est un parti ouvrier ; mais ni la

social-démocratie, ni le P.C.F. ne sont seulement des partis ouvriers. La social-démocratie est également et décisivement liée de façon directe à l'impérialisme, à la bourgeoisie, le P.C.F. est décisivement lié à la bureaucratie du Kremlin et en dépend. Léo Figuières en dit plus qu'il ne veut lorsqu'il écrit qu'en U.R.S.S. : « *Les différents groupes d'opposition créés à l'initiative des trotskystes furent battus dans la lutte politique et par des moyens idéologiques. Trotsky se trouva isolé politiquement tant dans le parti communiste russe que dans l'Internationale communiste, et beaucoup de ses partisans devaient par la suite renoncer à leur action contre le Parti. Rien, par conséquent, ne pouvait expliquer ou excuser la répression systématique qui fut organisée contre les ex-oppositionnels à partir de 1934 sur les ordres de J. Staline. A la faveur de cette répression furent étiquetés « trotskystes » de nombreux militants qui n'avaient rien de commun avec eux et qui, souvent, les avaient combattus* » (Cahiers du communisme, octobre 1968).

Un parti ouvrier stalinien

Le bon Léo manque l'occasion de nous informer sur « *les moyens idéologiques* » utilisés tant en U.R.S.S. qu'au sein de l'I.C. contre les « trotskystes ». Réparons cette fâcheuse « distraction ». Ainsi que l'écrivit Trotsky, Staline révisa le marxisme avec les bottes de la Guépéou : assassinats, emprisonnements, déportations des trotskystes furent les « armes idéologiques » utilisées contre les oppositionnels. Le parti qui acceptait de telles méthodes cessait d'être le parti bolchévique, il se mutait en parti de la bureaucratie du Kremlin et domestiquait l'I.C., dont le P.C.F., à ses intérêts. « *Rien ne pouvait EXPLIQUER, ou EXCUSER (souligné par moi) la répression systématique qui fut organisée contre les ex-oppositionnels à partir de 1934 par J. Staline* ». Portons secours à ce pauvre Léo qui ne comprend pas, qui ne parvient pas à « *expliquer* ». La répression s'explique parfaitement : plus s'accumulaient les contradictions intérieures en U.R.S.S., plus s'approchait la II^e guerre impérialiste, plus il devenait manifeste que la politique stalinienne conduirait l'U.R.S.S. au bord de l'abîme en désarmant politiquement le prolétariat mondial en lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, plus les anciens oppositionnels, trotskystes ou non, et avec eux de nouvelles couches et tendances qui n'avaient jamais été oppositionnelles et des fragments de la bureaucratie elle-même s'efforçaient de rompre le carcan du stalinisme ; la seule issue était celle qu'ouvrait Trotsky, car sa politique assumait la continuité historique de la lutte organisée pour la révolution prolétarienne mondiale, si faibles que fussent les groupes trotskystes. L'opposition de gauche, puis la IV^e Internationale, au prix d'incroyables difficultés et avec d'énormes faiblesses, produits organiques du développement contradictoire du mouvement ouvrier, nées du parti bolchévique, comme le parti bolchévique était né de la II^e Internationale, combattaient, sur le terrain du marxisme, la dégénérescence de la révolution russe, la bureaucratie stalinienne et ses instruments politiques, les P.C. et l'I.C. dégénérés, comme le parti bolchévique avait combattu la social-démocratie et la II^e Internationale dégénérées. « *jusqu'à sa mort au Mexique en 1940, Trotsky continua à mener le combat contre les partis communistes avec le même acharnement. Nous verrons que ses partisans n'y ont toujours pas renoncé* ». Figuières est décent devant la « mort ». Il se garde de remuer des souvenirs douloureux. Trotsky est mort assassiné en 1940 par la Guépéou. Staline espérait, en faisant assassiner Trotsky, obtenir la « solution finale » de la redoutable équation que doivent affronter toutes les bureaucraties d'origines ouvrières : comment parvenir à en finir une fois pour toutes avec la continuité organisée du marxisme ? Il n'y est pas parvenu : « *Nous verrons que ses partisans n'y ont toujours pas renoncé* ».

« *Rien ne peut excuser la répression* », etc. Léo Figuières n'a sans doute jamais feuilleté une collection de *L'Humanité* des années 1933-34-35 aux années 1954-55-56. Il y aurait lu maints articles d'aboyeurs nommés M. Thorez, J. Duclos, Fajon, Waldeck Rochet, de tous ces dirigeants qui formèrent le P.C.F. Non contents « *d'excuser* » la « répression systématique », ils la glorifiaient. Ils plongeaient et s'ébattaient avec jouissance dans le fleuve de sang des victimes de la « répression » stalinienne. Tous les dirigeants du parti de la révolution d'octobre exterminés, le P.C.F. construit, éduqué, par une direction qui faisait l'apologie de cette extermination, l'« *analyse* » des Figuières, Salini, Andrieu, Waldeck Rochet « *omet* » d'expliquer la signification sociale et politique de ces « phénomènes » et d'en tirer les conséquences quant à la nature et à la politique d'un parti formé au cours d'un tel processus historique. Parti ouvrier sans doute (la social-démocratie reste également un parti ouvrier), mais parti ouvrier contre-révolutionnaire, parti ouvrier domestiqué par la bureaucratie du Kremlin, devenu un élément de son appareil international, parti ouvrier dont la politique exprime le contenu concret de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* » ; la défense des intérêts spécifiques de la caste bureaucratique qui s'est formée par suite de l'isolement de la révolution russe en U.R.S.S., intérêts qui sont en opposition brutale avec ceux du prolétariat, du socialisme.

Le parti de l'ordre

Dès 1927, Trotsky démontrait les implications et les conséquences de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* ». Cette théorie signifie que les cadres nationaux hérités du système social bourgeois sont également ceux du prolétariat ; selon elle, la défense de ces cadres est le point de jonction des intérêts de la classe ouvrière et de ceux de la bourgeoisie : au-dessus des intérêts particuliers des classes, il y a un intérêt général ; cet intérêt général cimente la nation, la communauté nationale. Adopter ce point de vue aboutit obligatoirement à collaborer avec « *sa* » bourgeoisie pour défendre les intérêts généraux de la nation. Comme ces prétendus intérêts généraux ne peuvent être que ceux de la classe dominante, de la bourgeoisie, les intérêts du prolétariat sont subordonnés à ceux de la bourgeoisie. L'adoption du « *socialisme* » national est l'expression de l'intégration à la société bourgeoise. La politique extérieure est le prolongement de la politique intérieure. Défendre les intérêts généraux de la nation exige la défense de l'« *ordre* », de l'ordre établi, l'ordre bourgeois. La capitulation de la social-démocratie en 1914 a son origine dans la conception des intérêts nationaux communs à toutes les classes, qui exprimait l'adaptation des partis sociaux-démocrates à leur propre bourgeoisie. De l'internationalisme prolétarien, il reste une rhétorique utilisée plus ou moins habilement afin de « justifier » les besoins internationaux du système capitaliste en général et de sa propre bourgeoisie en particulier. Ce sont là les implications obligatoires de la « *théorie* » de la « *construction du socialisme dans un seul pays* », quelles que soient les circonstances particulières qui la font adopter. Il n'en faut pas moins préciser les circonstances particulières qui la font naître ou renaître.

Formulée par la bureaucratie du Kremlin, adoptée par les P.C., elle identifie les intérêts de cette caste parasitaire et leur défense, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'U.R.S.S., à la lutte pour le socialisme. Elle traduit le fait que la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin exige le maintien de l'« *ordre* » bourgeois à l'échelle internationale. La rhétorique internationaliste des P.C. couvre leurs liens de dépendance à l'égard du Kremlin. La fonction politique des P.C. devient la défense des intérêts de la

bureaucratie du Kremlin, en utilisant, comme moyen de pression sur la bourgeoisie, la classe ouvrière et son attachement à la révolution russe, tout en contribuant au maintien de l'« ordre » bourgeois.

La politique du P.C. a entièrement confirmé le pronostic de Trotsky. Waldeck Rochet, dès juin, battait l'estrade électorale, affirmant que « *le P.C.F. est le parti de l'ordre et de la sagesse* ». Il rappela que, depuis 1935, le P.C.F. « *mêle les plis du drapeau rouge à ceux du drapeau tricolore* », le chant de la Marseillaise à celui de l'Internationale. Le P.C.F. est devenu un parti de l'« ordre » bourgeois, avec ses symboles : le drapeau tricolore et la Marseillaise, nés sans aucun doute « *de la grande révolution française* » de 1789-93, qui, pour être grande, n'en fut pas moins la plus achevée des révolutions bourgeoises. L'histoire de l'« ordre » établi par la « *grande révolution* » et de ses symboles est celle de l'exploitation et de la violence permanente contre la classe ouvrière. Dès le 14 juillet 1791, la garde nationale bourgeoise de La Fayette, sous les plis du drapeau tricolore, ouvrait le feu sur le peuple parisien qui manifestait au Champ de Mars sous les plis du drapeau rouge. Le prolétariat parisien, en février 1848, se laissait déposséder de la révolution au profit de la bourgeoisie, il consentait à abandonner, à l'appel de Lamartine, le drapeau rouge pour le drapeau tricolore cravaté de rouge. Cependant, « *les plis des drapeaux tricolore et rouge se mêlaient* » : en juin, la bourgeoisie tricolore saignait le prolétariat parisien. Versailles, drapé de tricolore, assassina la Commune, vêtue de rouge. L'« ordre » bourgeois se fortifie du sang de la classe ouvrière, son drapeau est planté dans le corps de centaines de milliers de prolétaires abattus parce qu'en révolte contre l'« ordre » fondé sur l'exploitation du prolétariat.

L'ordre bourgeois fut une douloureuse nécessité historique tant qu'il développa les forces productives, tout comme furent inévitables et nécessaires les combats livrés contre cet ordre par le prolétariat, qui se formait ainsi politiquement à ses tâches historiques : anéantir l'ordre bourgeois, une fois expiré son rôle progressif. La guerre impérialiste marque sa faillite. La grande trahison des partis sociaux-démocrates en 1914 consista précisément, si nous en croyons Lénine, en ce qu'ils se rangèrent du côté de l'« ordre » bourgeois, qu'ils adoptèrent ses symboles, ses drapeaux, ses fanfares, qu'ils sacrifièrent la II^e Internationale sur l'autel de l'ordre bourgeois.

Lorsque, en 1935, les « *communistes* » mêlèrent les « *plis du drapeau tricolore de la grande révolution à ceux du drapeau rouge* », ils renouvelaient, à près d'un siècle de distance, la manœuvre de Lamartine qui acceptait le rouge... subordonné au drapeau tricolore. Ils imposaient à la classe ouvrière la subordination à l'« ordre » dont le drapeau tricolore et la Marseillaise sont les symboles : l'ordre bourgeois. Le P.C.F. confirmait le verdict que formulait dès 1933 Léon Trotsky sur les P.C., l'I.C., le stalinisme international : ils sont « *définitivement passés du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale* ». Le « *meilleur stalinien de France* », Maurice Thorez, sanctionnait la politique pratique qui s'amorçait avec l'adoption de la « *théorie du socialisme dans un seul pays* » : le retour aux vomissures de la social-démocratie ; « *les voies nouvelles vers le socialisme* », c'est-à-dire celles du parlementarisme bourgeois corrompu et failli ; la destruction de l'Internationale communiste, dissoute formellement en 1943 ; le nationalisme, et toute la pourriture de la société bourgeoise.

Mais mêler « *les plis du drapeau tricolore et ceux du drapeau rouge* », se faire les défenseurs de l'« ordre » bourgeois et de la « *nation* » comporte des implications précises. L'exemple de la social-démocratie avait déjà prouvé que les partis ouvriers qui deviennent les partis de « *l'ordre et de la sagesse* » forment les Noske et les Scheidemann, les hommes qui défendent jusqu'au bout l'« ordre », et rappellent à la « *sagesse* » la classe ouvrière, au besoin par la répression, en tout cas en assassinant les dirigeants révolutionnaires, « *gauchistes* » ou non.

En même temps qu'ils se drapaient de tricolore, les dirigeants du P.C.F. applaudissaient frénétiquement à l'extermination par Staline de la génération d'Octobre éduquée par Lénine dans l'esprit de la lutte contre la bourgeoisie dans chaque pays et de l'internationalisme prolétarien.

Au nom « *de l'ordre et de la sagesse* », W. Rochet et les dirigeants du P.C.F. applaudissent aujourd'hui frénétiquement à la répression contre les organisations révolutionnaires, petites-bourgeoises ou non, « *gauchistes* » ou non. Pire, ils affirment que ces organisations sont des créations du pouvoir : en clair, ils appellent les travailleurs à « *exiger du gouvernement* » qu'il les dissolve et les réprime. Les défenseurs de l'« ordre », en toute « *sagesse* », contribuent au maintien de l'« ordre ».

Revendications et grève politique

S'affirmer le « *parti de l'ordre et de la sagesse* » est nécessaire au P.C.F. Mais il reste néanmoins un parti ouvrier. Il n'existe qu'autant qu'il garde le contrôle de ses militants et, par leur intermédiaire, le contrôle des secteurs décisifs de la classe ouvrière. Aussi toute l'abondante littérature éditée par lui à propos de mai-juin tend à démontrer aux militants que la « *situation n'était pas révolutionnaire en mai-juin* ». Les grèves étaient revendicatives et nullement politiques. Il fallait garder l'unité du mouvement. Mais laissons s'exprimer le trop habile Salini.

« La grève des travailleurs était essentiellement revendicative. Il est incontestable qu'une partie de la classe ouvrière voulait davantage, qu'elle espérait frayer la voie à la démocratie (?), qu'elle a réclamé avec enthousiasme un « gouvernement populaire », résumé trop rapide d'un mot d'ordre mieux pesé et plus réfléchi. Il est certain qu'elle aurait prodigué, dans une bataille ouvertement politique, ses inépuisables trésors de dévouement, de courage, d'esprit d'initiative. Mais elle les aurait dilapidés... »

« La grève, précieusement gardée intacte grâce à la tactique de la C.G.T., la grève n'était pas sans failles. A côté des plus combatifs, de ceux que le pouvoir essaiera, mais en vain, de vaincre à la mi-juin, à côté d'eux, il y a la masse immense des salariés qui soutiennent les revendications et ne songent pas à les dépasser. A côté des plus ardents et des plus tenaces, il y a ceux qui se lassent, que la résistance patronale impressionne et que les difficultés frappent plus sûrement encore. »

« L'existence... de ces divers courants et le rapport d'importance entre eux poussaient à mettre en avant ce qui les unissait - les revendications immédiates - et à conclure sur un succès un mouvement qui ne pouvait aller plus avant, à moins de le violenter, de le traîner de force vers des objectifs qui n'étaient pas les siens, c'est-à-dire de le perdre » (Le Mai des prolétaires).

En d'autres termes, l'immaturité politique des travailleurs est responsable des limites de la grève générale. Accepter cette thèse amènerait à se demander qui est responsable de cette immaturité politique. La réponse se formulerait automatiquement : le responsable, c'est le parti qui, depuis plus de trente ans, contrôle la grande majorité de la classe ouvrière, le P.C.F., dont la politique ne cesse de nourrir les illusions des travailleurs, de les distraire de leurs véritables intérêts historiques et des exigences de leur combat de classe contre la bourgeoisie.

L'argument est en réalité avancé pour effrayer l'avant-garde militante de la classe ouvrière, qui redoute, à juste titre, l'aventure. Mais il repose sur une falsification pure et simple. La grève générale de mai-juin 1968 a eu pour point de départ un mouvement purement politique : la manifestation du 13 mai contre le gouvernement, qui avait mobilisé les couches les plus profondes de la classe ouvrière - un million de manifestants à Paris. Par contre, il est parfaitement exact que les 10 millions de grévistes voulaient la satisfaction de leurs revendications immédiates. Mais c'est précisément la volonté des 10 millions de travailleurs de voir satisfaites leurs revendications qui les dressait contre le pouvoir. La manifestation politique du 13 mai ouvrait la voie à la lutte revendicative : lutte pour les revendications et lutte contre le pouvoir s'identifiaient en un même combat. Mai se situe à un nouveau point de convergence entre « gauchistes » et stalinien : l'abandon des revendications, par les uns au nom de la lutte politique abstraite, baptisée « *qualitative* », par les autres (beaucoup plus réalistes en raison de leurs effectifs), précisément parce qu'exiger la satisfaction des revendications « *quantitatives* » posait la question du pouvoir. Les revendications auxquelles la masse des travailleurs tenait absolument : pas de salaire inférieur à 1.000 F par mois, les 40 heures, l'abrogation des ordonnances, furent abandonnées par la direction de la C.G.T. (comme par les directions des autres centrales), c'est-à-dire par le P.C.F.

La grève générale et la crise politique de la bourgeoisie ont atteint leur sommet entre le lundi 27 mai et le jeudi 30 mai. L'immense clameur des 30.000 travailleurs de Renault à l'adresse de Ségué et de Frachon rapportant les « *accords de Grenelle* » qui abandonnaient les revendications principales : « *Ne signez pas !* », exprimait la volonté des 10 millions de grévistes. Personne ne s'y trompa : le problème du pouvoir était posé ; à toutes fins utiles, chacun avançait ses pions. Mitterrand et Mendès se portèrent candidats, le P.C.F. sortit de l'armoire son mot d'ordre de « *gouvernement populaire* », Pompidou pressa de Gaulle de partir. C'était un de ces moments décisifs que connaît l'histoire. Que faire ?

Parti révolutionnaire, parti contre-révolutionnaire, grèves de masse

Du côté gaulliste on a compris : désarmer politiquement la grève générale en ouvrant la chausse-trappe de la dissolution du parlement et des nouvelles élections. Mais ce jeu n'est jouable qu'à deux. Lénine explique, dans *La maladie infantile du communisme : le gauchisme*, quelle doit être la politique d'un parti révolutionnaire en pareilles circonstances :

« Nous voyons, en analysant le premier cas [le cas de 1905], que les bolchéviks ont réussi à empêcher la convocation du parlement réactionnaire dans un moment où l'action révolutionnaire des masses [les grèves en particulier] croissait avec une rapidité exceptionnelle, où pas une couche du prolétariat et de la paysannerie ne pouvait soutenir de quelque façon que ce fût le pouvoir réactionnaire, où l'influence du prolétariat révolutionnaire sur la masse retardataire était assurée par les grèves et le mouvement agraire » (ce qui est souligné l'est par moi).

Les conditions « objectives » sont comparables, mais seulement comparables. En Russie, en 1905, « les grèves qui assuraient l'influence du prolétariat révolutionnaire sur les masses retardataires » mettaient en action un ou deux millions de travailleurs sur 140 millions d'habitants. En France, en mai-juin 1968, il y avait dix millions de grévistes sur 50 millions d'habitants. Mais les conditions « subjectives » ne sont pas les mêmes. En Russie, en 1905, les travailleurs en lutte s'organisèrent comme classe face au pouvoir et à la bourgeoisie. En France, en 1968, les directions des centrales syndicales se refusèrent - la direction de la C.G.T. en tête à fusionner le flot des 10 millions de grévistes en un corps homogène se dressant comme classe face à la bourgeoisie, à son État, à son gouvernement par la constitution et la fédération des comités de grève à tous les échelons, localement, régionalement, jusqu'au Comité national de la grève générale. Salini l'affirme, la grève ne devait pas être homogénéisée sous l'impulsion de l'avant-garde, se structurer autour des couches et des corporations qui forment l'épine dorsale de la classe ouvrière. Le problème était de faire reculer le plus possible l'avant-garde, de l'aligner derrière les couches les plus retardataires. Il fallait décomposer la grève générale en multiples grèves partielles, afin que les secteurs les plus faibles entraînent dans leur retraite les secteurs les plus avancés et les plus puissants. Et ce ne fut pas facile à réaliser. Du 27 mai au 5 juin, ce furent dix jours d'un travail harassant pour y parvenir. Salini ne le cache pas : la grève a trop, beaucoup trop duré :

« Menacée de fatigue, la grève, au demeurant, fatiguait. Largement comprise au début, elle le fut moins après Grenelle et moins encore quand on eut l'impression que le combat changeait de sens. L'arrière-pays, si l'on peut dire, était inquiet et pouvait aisément passer de l'inquiétude à l'hostilité. »

On ne saurait affirmer plus clairement quelles étaient, le 27 mai, les intentions de Ségué et Frachon : faire accepter par les travailleurs de chez Renault les « *accords de Grenelle* ». La conclusion normale de cette appréciation jaillit toute seule : il faut condamner ceux qui ont prolongé la grève au-delà du 27, non seulement les « étudiants gauchistes », mais les travailleurs de chez Renault, de chez Citroën, de chez Peugeot, etc. En prolongeant la grève, ils ont, selon Salini, comme de vulgaires « *gauchistes* », fait le jeu du pouvoir, ce qui « *inquiétait l'arrière-pays* ».

En Russie, en 1905, les bolchéviks, et même une grande partie des menchéviks, nourrissaient la grève de mots d'ordre politiques centrés sur la question du pouvoir. Ces mots d'ordre politiques de lutte contre le pouvoir permirent à la classe ouvrière de s'organiser comme classe ; grâce à ces mots d'ordre politiques, la grève assurait « *l'influence du prolétariat révolutionnaire sur la masse retardataire* ». En France, en mai-juin 1968, les dirigeants des syndicats et partis ouvriers, au premier chef ceux du P.C.F., détruisirent de l'intérieur la grève générale, abandonnèrent les revendications, la désamorçèrent politiquement. En France, le P.C.F. et la direction de la C.G.T., en premier, saisirent la perche que leur tendait de Gaulle, « *la convocation du parlement réactionnaire par le pouvoir réactionnaire* », ils poussèrent la classe ouvrière dans cette chausse-trappe.

Retenons bien le mécanisme du mouvement révolutionnaire, une fois les masses en action, tel que Lénine l'explique. Il nous fait comprendre le mécanisme de la trahison du P.C.F. et ses conséquences. Les masses ouvrières n'étaient pas prêtes, le résultat des élections démontre que la petite-bourgeoisie avait peur, l'unité entre socialistes et communistes n'existait pas ; à preuve, la F.G.D.S. a refusé « *une rencontre immédiate entre le P.C., la F.G.D.S. et les centrales syndicales, en vue de l'adoption rapide de*

ce programme d'action ; ce qui donnerait son plein sens au mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections » (Communiqué du B.P. du P.C.F. du 27 mai).

Ainsi nous constatons qu'au moment où la grève générale et la crise politique de la bourgeoisie atteignent leur point culminant, c'est le P.C.F. qui, le 27 mai, propose aux travailleurs la chausse-trape de la dissolution du parlement et des nouvelles élections, proposition dont de Gaulle se saisira le 30 mai. C'est le P.C.F. qui, pour la bourgeoisie, a formulé la méthode destinée à désamorcer politiquement la grève. C'est le P.C.F. qui s'est adressé à de Gaulle et lui a demandé les moyens de désamorcer politiquement la grève.

La grève générale une fois désamorcée politiquement, puis décomposée de l'intérieur, « *l'influence du prolétariat révolutionnaire sur la masse retardataire* » disparaissait ; les dirigeants de la F.G.D.S. avaient les mains libres ; les élections devaient obligatoirement faire triompher le « parti de l'ordre », celui de De Gaulle.

L'important consiste en ce que nous voyons au travers du développement de la grève générale de mai-juin 68 comment un parti révolutionnaire est nécessaire pour organiser la classe comme classe et unifier son combat par ses mots d'ordre et son action politique, et comment le parti contre-révolutionnaire procède pour dénaturer et décomposer le mouvement de toute une classe. Les Salini, Andrieu, Figuières et autres justifient ultérieurement leur politique en affirmant : voyez, la situation n'était pas révolutionnaire, les grandes masses étaient attachées à l'ordre incarné par de Gaulle, puisqu'il n'y a pas eu de révolution.

Andrieu en tire la philosophie suivante, qui est tout un programme politique :

« En France, où l'attachement à la légalité est un sentiment fortement ancré parmi les larges couches de la population, il y a quelque raison de croire que c'est celui qui, le premier, déclenchera la guerre civile qui la perdra »
(Les communistes et la révolution).

Tirez les premiers, messieurs les gaullistes. Mais si votre répression et vos fusillades sont légales, alors nous n'engagerons pas le combat, nous risquerions de le perdre. Tel est le dernier mot du parti de l'« ordre ».

Du non aux soviets à la participation

Le mouvement de mai-juin 68 n'est pas une grève générale parmi d'autres. Il s'inscrit dans un nouveau cours de la lutte des classes internationale, qui met conjointement à l'ordre du jour la révolution sociale et la révolution politique, particulièrement en Europe. Il est inséparable de la montée de la révolution politique dans les pays que contrôle la bureaucratie du Kremlin, en U.R.S.S., et qui s'est concrétisée en Tchécoslovaquie, pointe avancée du processus. L'aggravation des antagonismes de classes est inséparable de la remise en cause des rapports internes établis depuis plusieurs décennies au sein de la classe ouvrière comme au sein du mouvement ouvrier. L'appareil international du stalinisme se fissure. Ce n'est pas l'objet de cet article de faire l'analyse de la crise du stalinisme. Il est néanmoins nécessaire de souligner que cette crise fait inéluctablement surgir les phénomènes les plus divers à l'intérieur du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et de leur périphérie : le « *gauchisme* » est le prix à payer pour plus de 45 ans de stalinisme, pour l'extermination de la génération d'Octobre, et particulièrement pour les coups portés au trotskysme, qui assume, en l'enrichissant, la tradition et la continuité du marxisme, du bolchévisme. Le « *gauchisme* » exercera d'autant plus de ravages qu'il sera plus difficile et long de construire le parti révolutionnaire.

La crise du stalinisme est intimement liée à l'aggravation des contradictions de classes. Le rôle du stalinisme n'en devient pas nul pour autant. Il accentue son intervention contre-révolutionnaire ; sa politique devient ouvertement liquidatrice des conquêtes du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière.

L'impérialisme mondial a parfaitement saisi la situation qui se nouait en France au cours de la grève générale de mai-juin 68 et comment elle se liait au développement de la lutte des classes en Europe et dans le monde, la bourgeoisie française aussi. Déjà, en s'effaçant derrière de Gaulle, la démocratie parlementaire bourgeoise avait dressé son bilan d'impuissance et de faillite. La grève générale de mai-juin 68 a souligné que la méthode de contrôle et de subordination des travailleurs au capital par l'intégration à froid des organisations ouvrières à l'État, des syndicats principalement, était insuffisante. La bourgeoisie utilise l'intégration comme moyen préparant la destruction brutale du mouvement ouvrier : la répression brutale et sanglante est inséparable de l'intégration.

La loi Faure organisant la participation à l'Université est un chaînon d'une politique qui se développe et dont le référendum sur la loi instituant les assemblées et le Sénat corporatistes est un autre maillon. Chacun sait comment la direction du P.C.F. combat pour tenter de faire ratifier par les étudiants la participation à l'Université, comment elle tente d'isoler de la classe ouvrière la jeunesse en butte à la répression. Pour autant qu'elle y parvient, elle alimente le « *gauchisme* », et se sert du « *gauchisme* » afin d'isoler les étudiants et la jeunesse de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier. Le flot de littérature d'après mai-juin 68 montre la convergence de la politique stalinienne et « *gauchiste* » sur un point capital : la lutte contre la réalisation du Front Unique de classe. Andrieu, déjà cité, péroré à longueur de livre sur les « *voies nouvelles, démocratiques, vers le socialisme* » et sur la « *démocratie avancée* ». Il écrit : « *La construction du socialisme en U.R.S.S. ne peut être considérée comme un modèle qu'il suffirait de copier mécaniquement en veillant seulement à ne pas renouveler les erreurs. Car il faut savoir distinguer dans cette expérience ce qu'elle a d'universellement valable et ce qu'elle a de spécifique.* »

Passons sur les « *erreurs* ». En soi, ce n'est pas faux. Encore faut-il distinguer le spécifique et l'universel. Lénine dégage ce qui est universel dans la révolution russe :

« L'histoire a joué ce bon tour que les Soviets sont nés en Russie en 1905, qu'ils ont été falsifiés en février-octobre 1917 par les menchéviks, lesquels firent banqueroute pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la signification des soviets, et que l'idée du pouvoir des soviets, née dans le monde entier, se répond maintenant avec une rapidité prodigieuse dans le prolétariat de tous les pays, tandis que les anciens chefs de la II^e Internationale font partout banqueroute à leur tour, exactement comme les menchéviks, pour n'avoir pas su comprendre le rôle et la signification des soviets. L'expérience a prouvé que, dans certaines questions de la révolution prolétarienne, tous les pays passeront inévitablement par où a passé la Russie » (La maladie infantile du communisme : le gauchisme).

Lénine considère que les soviets, les conseils d'ouvriers, de paysans, de soldats, sont universellement nécessaires à la révolution prolétarienne. Reportons-nous à la note 8, en fin de chapitre du livre d'Andrieu : « *Dans la première catégorie [ce qui est universel], on peut ranger par exemple la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et ses alliés, la socialisation des grands moyens de production, la planification socialiste, le rôle du parti marxiste-léniniste... Dans la deuxième [ce qui est particulier à la Russie] la forme soviétique du pouvoir d'État.* »

Sans phrases, Andrieu et le P.C.F. rejettent l'organisation de la classe ouvrière comme classe : les soviets, les conseils. Dès lors, tout devient parfaitement limpide. Les longues digressions sur les « *voies nouvelles vers le socialisme* » justifiées en raison des nouveaux « *rapports de force entre le socialisme et le capitalisme* » ne sont que poudre aux yeux. Ou plutôt ils prennent leur véritable sens : défense de l'ordre bourgeois. Bien sûr, « *si* » la bourgeoisie se laissait faire, la classe ouvrière s'emparerait « *pacifiquement* » du pouvoir.

« Si les Soviets ont été une forme originale (sic) de la révolution russe, le parlement, dans un pays comme le nôtre - dont le peuple a été le premier (Ah !) à instituer une république parlementaire en 1875 - peut être utilisé comme un des moyens de passage au socialisme. [Pourtant, ne sombrons pas dans le crétinisme parlementaire] plusieurs conditions sont nécessaires. D'abord, il faut que le parlement représente réellement [Ah, mais !] la volonté populaire, ce qui implique que les députés soient élus à la proportionnelle [Andrieu ne sait sans doute pas qu'en 1946 la proportionnelle existait ; députés P.C.F. et S.F.I.O. détenaient la majorité parlementaire ; ils participaient au gouvernement... du général de Gaulle]. Ensuite, qu'il soit doté de pouvoirs réels au lieu d'être réduit comme c'est le cas actuellement, au rôle de chambre d'enregistrement. Enfin et surtout qu'il s'appuie sur un puissant mouvement populaire dans le pays [souligné par Andrieu] ... Il ne s'agit pas seulement, en effet, pour détenir le pouvoir réel de former un gouvernement. Encore faut-il mettre un terme à la dictature de fait de la bourgeoisie... »

Mais, avec ou sans majorité parlementaire, comment va s'organiser comme classe le prolétariat ? Andrieu ne répond pas, sinon ceci : en aucun cas, les conseils ouvriers. Quels organismes vont opposer, au « *pouvoir de fait* » (Lénine nomme ce pouvoir : l'État bourgeois) de la bourgeoisie le « *pouvoir réel* » de la classe ouvrière ? Andrieu ne répond rien, sinon : surtout pas les conseils ouvriers.

L'originalité des « *voies nouvelles vers le socialisme* » consiste en ce que le prolétariat ne doit surtout pas se constituer, s'organiser et combattre comme classe. Dans le meilleur des cas, son rôle se réduit à être une force d'appoint subordonnée politiquement aux autres classes. Trotsky a donné la meilleure définition des soviets, des conseils ouvriers - ils sont la forme la plus développée du Front unique de classe. Ils regroupent la classe ouvrière, donnent un cadre commun à ses diverses expressions et organisations, ils sont un lieu de convergence et d'affrontement des organisations ouvrières et de leurs politiques, en même temps qu'ils sont la structure de l'État ouvrier en formation qui s'oppose à l'État bourgeois, que la classe ouvrière doit détruire pour assumer son hégémonie politique sur les autres classes de la société.

La répudiation des soviets par la direction du P.C.F. donne son plein sens, à la fois au refus de la direction de la C.G.T. de constituer en mai-juin le Comité central national de la grève générale, et à l'opposition du P.C.F. et de l'appareil de la C.G.T. au front unique ouvrier. Certes, dans l'immédiat, la situation peut rapidement se modifier, la forme concrète du Front unique ouvrier ne saurait être les soviets, les conseils ouvriers, qui se constituent à un très haut niveau de lutte politique entre les classes et de conscience politique de la classe ouvrière, mais la réalisation du Front unique de classe n'en est pas moins une exigence de la situation. Il implique la rupture politique avec la bourgeoisie et avec la participation aux organismes de l'intégration des syndicats à l'État bourgeois, aux organismes dont l'objet est de mettre en place le corporatisme. La forme concrète du Front unique, qui vise à l'unification, à la mobilisation de la classe ouvrière et exige par conséquent la démocratie ouvrière, est donnée par la formule des conférences ouvrières démocratiques. Le P.C.F. et l'appareil de la C.G.T. sont violemment contre. Ils savent que la réalisation du Front unique, dans les formes concrètes où il est actuellement réalisable, débouche inéluctablement sur la lutte pour le pouvoir, qu'elle remet à l'ordre du jour, comme solution ouvrière à la question gouvernementale, un gouvernement qui soit l'émanation du Front unique ouvrier et se développe inéluctablement vers la constitution des conseils ouvriers, forme supérieure du Front unique.

A cette politique et aux perspectives qu'elle ouvre, ils opposent celle de la « *démocratie avancée* » (?), usant de la formule éculée qui se veut neuve : « *la démocratie est une création continue* », qui suppose un auto-dépassement des structures économiques, sociales et politiques du capitalisme, le rôle de la classe ouvrière n'étant plus que de faciliter cet auto-dépassement. La « *théorie* » justificative de la « *participation* » est ainsi formulée au nom de la « *démocratie, création permanente* », à l'instant où l'alternative politique est de dresser le Front unique ouvrier ou de se faire les agents du corporatisme qui s'accompagne de la répression et aboutit à la destruction physique du mouvement ouvrier.

« Gauchistes » et Front Unique

Qu'après cela se fassent jour des tendances « gauchistes », quoi d'étonnant ? Elles aussi combattent, d'ailleurs, contre le Front unique ouvrier. Elles préconisent le « Front unique à la base », et en fait pas de Front unique du tout. Les vieilles directions exercent encore leur contrôle sur le mouvement ouvrier. Le Front unique, qui tend à mobiliser la classe ouvrière comme classe, c'est-à-dire toutes ses composantes, ne saurait se réaliser en dehors d'elles et sans elles, tant qu'elles exercent leur contrôle sur les secteurs décisifs du mouvement ouvrier. Il peut se réaliser avec elles et contre elles. Comme tous les processus de la lutte des classes, la réalisation du Front unique est un processus contradictoire, dialectique. Il exige la lutte politique de l'avant-garde contre les directions traditionnelles du mouvement ouvrier, seule façon de les y contraindre. Il s'impose à elles - témoin le 11 mars - sans être jamais réalisé une fois pour toutes. Il ouvre une perspective gouvernementale immédiate à la classe ouvrière en exigeant des vieilles directions du mouvement ouvrier qu'elles prennent le pouvoir ; il prépare les mutations décisives au sein du mouvement ouvrier. Il constitue le lieu et le moment politiques où la classe ouvrière s'appuie sur son passé et le dépasse, utilise les vieilles organisations et s'oriente déjà vers le parti révolutionnaire. Mais il n'existe pas de construction automatique du parti révolutionnaire. Ce n'est que pour autant que l'avant-garde combat pour le Front unique, qu'elle saisit chaque possibilité de le réaliser sous son impulsion politique, ne serait-ce que dans des secteurs limités, qu'elle se renforce et construit le parti révolutionnaire.

Par ses attaches avec la bureaucratie du Kremlin et avec la bourgeoisie, le P.C.F. est fondamentalement opposé au Front unique. Par leur éclectisme, par leurs méthodes de pensée petites-bourgeoises, les « gauchistes » y sont également opposés. Mais, encore une fois, la responsabilité de la renaissance du « *gauchisme* » est entièrement imputable au stalinisme.

« Gauchisme » ou « Gauchismes »

Si le « *gauchisme* » est un phénomène inévitable après 45 ans de stalinisme à l'intérieur du mouvement ouvrier, il n'en reste pas moins nécessaire de le combattre. Encore faut-il distinguer entre « gauchismes », Certaines variétés transposent à « *gauche* » les thèses mijotées dans les marmites du stalinisme. Ainsi lit-on dans le livre de Weber et Bensaïd :

« La croissance rapide des forces productives des pays capitalistes avancés, au lendemain de la seconde guerre mondiale, a bouleversé les besoins capitalistes en matière de main-d'œuvre. D'une façon générale, il fallait faire correspondre cet élément particulier des forces productives qu'est la force de travail humain au niveau atteint par l'aspect matériel des forces productives. Ce qui signifie former sans cesse davantage de travailleurs hautement qualifiés : ce qui signifie assurer une hausse globale moyenne de la qualification »

Il y a une origine commune à cette analyse et à celle qu'utilise le P.C.F. pour justifier « *la démocratie avancée* », la thèse selon laquelle « *la démocratie est une création continue* ». Il en découle que la « *crise* » de mai-juin n'annoncerait pas une crise révolutionnaire mettant aux prises les classes dans une lutte à mort, mais serait une crise de croissance, une fièvre infantile, une contradiction entre la base matérielle et les superstructures, qu'il s'agirait de réadapter au nouvel essor du capitalisme, afin que « *la force de travail humaine* » reçoive la qualification correspondant « *aux besoins capitalistes en matière de main-d'œuvre* ». Il s'ensuivrait que la démocratie bourgeoise, « *création continue* », devrait passer à un stade nouveau et supérieur correspondant aux exigences politiques que nécessite la formation d'un prolétariat hautement qualifié. A la vérité un tel prolétariat ne serait plus exactement un prolétariat, mais une sorte d'élite dont la partie la plus formée, la plus consciente, serait constituée par les intellectuels. La « *révolte étudiante* » serait la prémisse de cette transformation. Weber et Bensaïd ne vont pas jusque-là, mais cela découle de l'analyse qu'ils font. Ce genre de gauchisme d'essence petite-bourgeoise vient de l'opportunisme et y retournera à la première occasion.

Par contre, de nombreux étudiants et ouvriers sont animés d'une sincère haine de classe contre l'opportunisme et le stalinisme. Leur gauchisme est une réaction contre les directions traîtres du mouvement ouvrier. La crise du stalinisme s'accroissant, des manifestations de ce genre de gauchisme tendront à se multiplier. Elles sont vraiment des « *maladies infantiles du communisme* » au bon sens du terme, mais elles peuvent, néanmoins être elles aussi mortelles. L'absence de forts partis révolutionnaires, la crise de la IV^e Internationale favorisent leur développement. Faire en sorte qu'elles ne soient que des maladies de croissance est une tâche qui se confond entièrement avec la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale.

Au moment où, à l'échelle internationale, la lutte des classes s'exacerbe, où fusionnent les crises de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, où l'Europe, aussi bien de l'Ouest que de l'Est, est à nouveau un des champs de bataille décisifs de la lutte des classes, la lutte contre le gauchisme devient capitale. Elle ne saurait se livrer sur le seul terrain de la théorie ; la capacité des militants trotskystes à intervenir dans la lutte des classes n'est pas moins essentielle. Actuellement, le temps est venu où les militants trotskystes, sans être la direction reconnue de la classe ouvrière, sont capables, comme force organisée, de diriger des secteurs limités mais importants de la lutte des classes, et, par là, d'avoir une influence déterminante sur son cours général. Ils peuvent lier leur intervention dans la lutte des classes aux perspectives les plus générales de la révolution socialiste. Ils sont à même de regrouper une avant-garde, noyau du parti révolutionnaire, et de l'entraîner au combat. Il est à leur portée de passer au stade de la reconstruction de la IV^e Internationale, unifiant les luttes des prolétariats exploités par l'impérialisme et de ceux opprimés par la bureaucratie du Kremlin, en bref, de défendre les conquêtes du mouvement ouvrier de la seule façon possible, en les dépassant, de défendre les acquis du mouvement ouvrier en déchirant les vieilles enveloppes qui l'étouffent et en lui donnant le nouveau cadre qui lui est indispensable, celui de la IV^e Internationale. C'est seulement ainsi que le gauchisme sera vaincu.

C'est dire que, pour vaincre le gauchisme, il n'est qu'une méthode : vaincre l'opportunisme, et sa forme la plus pernicieuse, le stalinisme.